



Atelier participatif du 29 octobre 2009

Travailler et bénéficier de sources d'activités dynamiques sur le territoire

Emplois, industries, commerces, agriculture, tourisme

COMPTE-RENDU – VERSION PROJET

INTRODUCTION

Claude Hugard, Conseiller Municipal délégué au développement durable et à l'aménagement du territoire de la ville de Cluses, accueille et remercie les élus et l'ensemble des personnes présentes d'être venus à l'atelier de diagnostic du territoire, première étape de la démarche d'Agenda 21.

L'Atelier du jour porte sur le volet économique et représente un pavé important dans l'Agenda 21. Dans un souci d'engagement de développement durable à Cluses et ses environs, l'industrie, porteuse de notre développement économique et d'emploi, est incontournable. Ces dernières années, force est de constater que l'industrie, notamment de décolletage, a fait des efforts importants au regard de la protection de l'environnement, à travers des opérations telles que ARVE PURE 2012 et les actions du SM3A.

Nous parlerons certainement de commerces et d'agriculture. Il importe également de réfléchir au développement du tourisme : c'est une activité à développer, pour lequel nous avons besoin de beaucoup d'idées, notamment pour développer le tourisme familial local.

Il rappelle que chacun a la parole et qu'il est également possible de s'exprimer via le site Internet www.agenda21-cluse.fr.

Cécile Drouillet, chargée de mission développement durable, chef de projet Agenda 21, souhaite la bienvenue aux participants à ce troisième Atelier. Elle présente l'Atelier du jour «Travailler et bénéficier de sources d'activités dynamiques sur le territoire » et ses thèmes associés (emplois, industries, commerces, tourisme, agriculture).

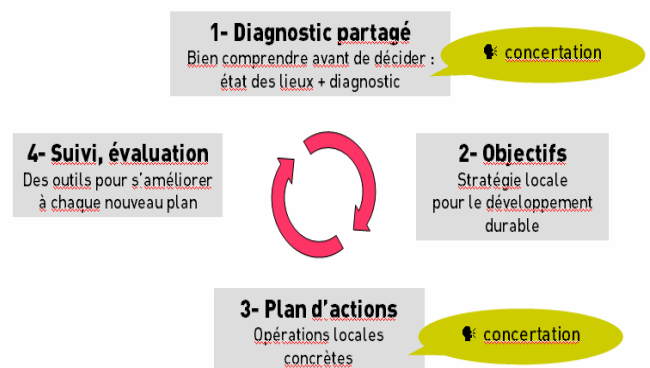
Elle explique ce qu'est un Agenda 21 local, qui est d'abord un programme mondial proposé par les Nations Unies, en 1992, à Rio, appelant à prendre en compte les générations futures dans toutes nos activités humaines, appelé « ACTION 21 ».

Les collectivités du monde entier ont ensuite été invitées à mettre en place un **Agenda 21 local**, un programme d'action pour le 21ème siècle. L'agenda 21 local est un **outil** permettant notamment de mieux répondre aux besoins locaux, améliorer la qualité de vie et réfléchir ensemble au « mieux vivre ».

Il permet ainsi de prendre en compte plus systématiquement : l'environnement (climat, biodiversité, ressources et milieux), le bien être social (cohésion sociale, solidarité et besoins essentiels), l'économie responsable dans les actions de la commune et sur le territoire (consommation et production responsables).

Elle présente ensuite la démarche d'agenda 21 pour le territoire, qui se déroule en 4 phases principales:

1. Comprendre le territoire et partager un **diagnostic** grâce à des temps de concertation que sont les Ateliers : il s'agit de mieux comprendre le territoire, les points positifs et négatifs...
2. Des élus se rencontrent pour se fixer des **objectifs** et construire une **stratégie**
3. Nouveau temps de concertation pour proposer des actions à mener qui alimenteront le **plan d'action**
4. Organiser le **suivi et l'évaluation** de la démarche pour faire un nouveau plan d'action, revoir les objectifs et s'en fixer de nouveaux, suivant un principe d'amélioration continue, qui doit faire partie intégrante du développement durable.



Elle explique ensuite que la concertation est nécessaire à la réalisation de l'Agenda 21 et à son partage.

La ville a lancé le projet d'Agenda 21 et l'a élargi à ses voisins (Scionzier, Marnaz, Magland, Nancy sur Cluses, Le Reposoir, Thyez, Mont-Saxonnex) avec qui elle est en réflexion pour constituer une intercommunalité.

Elle présente rapidement le territoire, correspondant à un bassin de vie où il est logique de travailler et réfléchir ensemble. Elle présente enfin le cabinet ABCD-Durable, spécialiste notamment de la concertation et du développement durable, chargé d'animer les 5 ateliers participatifs et représenté ce soir par Corinne Blanchet, sa directrice, et Claire Brivet.



DEROULEMENT ET TRAVAUX

L'Atelier s'est déroulé en alternant des temps de présentation et des travaux en sous-groupes.

RAPPELS SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN LIEN AVEC LE THEME DE L'ATELIER

Corinne Blanchet, d'ABCD-Durable, rappelle les 5 finalités qui définissent le développement durable en France et qu'il s'agit de poursuivre dans le cadre d'un Agenda 21 local. Elle appuie plus particulièrement sur la finalité, **dynamiques de production et de consommation responsables**, qui est plus particulièrement en lien avec la thématique de l'atelier.

PRESENTATION DU PRE-DIAGNOSTIC

A partir d'un état des lieux du territoire sur les thèmes de l'industrie, l'emploi, le commerce, le tourisme, l'agriculture... un premier diagnostic technique a été dressé (appelé pré-diagnostic) reprenant les principaux éléments, sous forme d'atouts, de faiblesses, d'opportunités et de menaces.

Il a été présenté par Claire Brivet, d'ABCD-Durable, et soumis au débat et à l'enrichissement au cours de la soirée.

Avant de présenter le pré-diagnostic, il a été demandé à chaque participant d'exprimer leur vision des points positifs et négatifs sur le territoire. Le tableau, présenté en annexe 1, restitue de manière brute l'expression des participants, triée par thèmes et par communes d'origines.

TRAVAUX DE GROUPE SUR LE PRE-DIAGNOSTIC

4 groupes se sont constitués, afin de travailler sur l'ensemble des sous thèmes de l'Atelier.

- 1 groupe sur agriculture et forêt (activité de proximité, identité paysagère, pressions foncières...)
- 1 groupe sur l'économie résidentielle (tissu commercial, commerces de proximité, services aux particuliers, transports, santé...)
- 1 groupe sur le tourisme (tourisme blanc, vert et sportif, culturel...)
- 1 groupe sur l'industrie et l'artisanat (activité industrielle, sous-traitance...)

L'objectif du travail visait à corriger, compléter, pointer des manques... dans le pré-diagnostic.

Tous les groupes ont présenté leurs travaux à l'ensemble des participants.

Les restitutions ont permis de compléter, corriger le document et également de poser des questions et faire des remarques sur des éléments précis, et parfois proposer déjà des pistes d'action. Les ajouts sont présentés de manière soulignée dans les tableaux de restitution (cf. annexe 2).



DERNIER TEMPS DE LA RENCONTRE

Il a été demandé à chaque participant de s'exprimer sur les changements et évolutions qu'il souhaite voir sur le territoire, grâce à l'action de l'Agenda 21. Ces souhaits sont rapportés de manière brute dans l'annexe 3.

CONCLUSION

Claude Hugard conclue la réunion en remerciant chacun pour sa participation : le débat a été constructif et les travaux très intéressants, ils permettront d'enrichir le diagnostic. Il annonce l'Atelier du **12 novembre** qui permettra de parler de la vie dans la ville, de l'urbanisation du territoire, des constructions..., et espère que les participants seront nombreux. Il invite tout le monde à aller consulter le site de l'Agenda 21 pour suivre l'avancement de la démarche et consulter les documents. (www.agenda21-cluses.fr). Il rappelle qu'un questionnaire d'évaluation est à remplir (cf. annexe 4).



ANNEXE 1 : EXPRESSION DES POINTS NEGATIFS ET POSITIFS SUR LE TERRITOIRE

Thèmes	Communes	Points positifs	Points négatifs
Agriculture / paysages	Non communiquée	Agriculture : transmettre nos traditions Cohabitation agriculture et industrie	Problème de perte de surfaces agricoles Plus ou pas assez de territoires agricoles en fond de vallée
		Une « demande » en restauration bio pour les scolaires → possibilité de développer une agriculture respectueuse de l'environnement et porteuse de lien social	
	Cluses	Agriculture bien gérée Agriculture : beaucoup de produits de terroirs (tomme, reblochon...)	Trop de mitage du territoire : plus de champs dans la vallée, stations de ski « tentaculaires » Une agriculture qui ne peut plus vivre de son travail Disparition des activités agricoles en fond de vallée Agriculture en perte
	Thyez	Demande de la population à revenir à une production agricole locale	Demande d'agriculteurs en retraite de faire évoluer leurs terrains agricoles en zone constructible Peu de place pour l'agriculture face à la consommation d'espace par l'habitat et les activités économiques
Industrie / tissu économique	Non communiquée		Industries : vente aux fonds de pension, multinationales → le savoir-faire part à l'étranger à court terme Nos usines deviennent des friches industrielles Mono-industrie (décolletage)
	Cluses	Une vallée fortement industrialisée Une industrie dynamique et innovante	Industrie en faillite Une mono-industrie qui nous coince Economie peu diversifiée
	Thyez	Des entreprises qui sont plus sensibles à la lutte contre la pollution	
Tourisme	Non communiquée	Activités de ski (mais loin du concept de D.D) (Charte)	Mise en lien du tourisme sur l'ensemble du secteur
	Cluses	Tourisme : beaucoup de ski	Pas de développement touristique Beaucoup de ski mais trop d'eau consommée et pas de remontées depuis la vallée On ne voit pas dans quelle direction se développe le tourisme-sport d'hiver, hormis le « toujours plus »
	Thyez		Manque de transport en commun pour l'activité touristique : manque d'engagement des stations par rapport au développement durable
Emplois	Cluses	Emploi : beaucoup d'entreprises	Moins de travail, plus de chômeurs
	Thyez	Des atouts environnementaux pour attirer la main-d'œuvre	L'appât du gain semble plus important que la vie des salariés
Economie résidentielle	Non communiquée		Peu d'offres commerciales sur Cluses et alentours → déplacements vers Annecy, Annemasse
	Cluses	Les sacs réutilisables bien entrés dans les mœurs	Plus d'immeubles dans les commerces Trop de déchets aux abords des commerces et usines Commerce en perte
	Marnaz	Proximité des commerces par rapport aux zones d'habitation	
Déplacements	Cluses		Beaucoup d'entreprise entraînant trop de déplacements voiture
	Thyez		Le transport : organisation insuffisante en direction des entreprises tout au long de l'année Plus occasionnellement en raison des saisons, transport en direction des stations Impact négatif des transports liés au tourisme Absence de transports urbains
	Marnaz		Peu de transport en commun en raison du manque d'harmonie des horaires de travail



Des remarques et questions ont été exprimées et se rattachent à des thèmes plus généraux :

- « Cela ne sert à rien si la population mondiale ne diminue pas, faut-il continuer à faire des échanges mondiaux tout azimut ? Si la population continue d'augmenter, il faudra toujours plus d'engrais, d'OGM pour la nourrir donc développement durable = 0. Il y a trop de monde en Haute-Savoie. »
- « Manque d'éducation pour faire participer les chômeurs, les jeunes et les enfants dans le fait de protéger leur milieu. Faire des économies : réunions de femmes pour leur apprendre à gérer leur milieu. On n'est pas assez demandé, on est ignoré, c'est dommage alors qu'on pourrait apprendre aux personnes à changer de mode de vie. »
- « Tri collectif »
- « Prise de conscience de plus en plus de monde »
- « Actions concertées entre collectivités, écoles, entreprises, citoyens »





ANNEXE 2 : RESTITUTION DES TRAVAUX DE GROUPE

(Les éléments ajoutés sont soulignés)

Groupe Agriculture et forêt (activité de proximité, identité paysagère, pressions foncières...)

Participants : Bernard BLANC, Martine MACHADO, Pascal DUCRETTET, Yvonne GRANGE, Joëlle MIFSUD-GUERIN

Rapporteur : Bernard BLANC

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none">• Une agriculture de qualité, gardienne de l'identité paysagère des communes péri-urbaines et rurales du territoire• Un espace forestier multi-activités à usage de production mais aussi de loisirs• Un territoire aux portes des grands domaines de montagne• <u>Une production laitière bien valorisée (label)</u>• <u>La filière bois en cours de développement et porteuse d'espoirs</u>	<ul style="list-style-type: none">• Une agriculture en quasi disparition dans les communes de fond de vallée• <u>Une activité agricole moins valorisante que l'industrie (dans la culture et l'économie)</u>• <u>Peu de foncier disponible, notamment pour le maraîchage, alors que cela nécessite peu de surface et serait porteur de lien avec la population</u>• Des pratiques et des usages de l'espace rural qui ne cohabitent pas toujours bien ensemble• La gouvernance des acteurs économiques n'est pas optimisée : les partenaires ne coordonnent pas toujours assez leurs actions• Le nombre de personnes qualifiées avec un diplôme technique en baisse, et une augmentation des personnes sans aucune qualification• Le taux de chômage dépasse la moyenne française au 1er trimestre 2009 ce qui n'est jamais arrivé auparavant
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none">• Le Projet stratégique agricole et de développement rural (PSADER) : un outil pour soutenir l'agriculture et les activités du monde rural• Les activités liées au bois et aux forêts : une filière à fort potentiel à structurer	<ul style="list-style-type: none">• Une pression foncière soutenue en milieu urbain mais aussi péri-urbain : des menaces sur l'activité agricole locale• La pérennité des exploitations agricoles de vallée n'est pas garantie : âge moyen des exploitants assez haut et problèmes de succession• <u>La disparition de l'agriculture de fond de vallée est menacée et menace l'agriculture de montagne</u>



ECHANGES, QUESTIONS, COMMENTAIRES

Le groupe explique que l'agriculture a évolué : avant le lait était collecté dans les fruitières, cela créait du lien social. Maintenant cela est un peu remplacé par des magasins de vente directe, mais ils restent peu développés.

La menace qui plane sur l'agriculture de montagne a notamment été illustrée par les besoins en fourrage pour l'hiver, qui n'est pas toujours produit en quantité suffisante dans les exploitations, mais nécessite de conserver un approvisionnement local par rapport aux productions en AOC.



Groupe Economie résidentielle (tissu commercial, commerces de proximité, services aux particuliers, transports, santé...)

Participants : Marie-Laure BOITEUX, Frédéric BOITEUX, Amalia CARREIRA, Jean-Claude BRIZION, Michèle SOIGNEUX, Gérard NOËL, Anne DUCRETTET

Rapporteur : Marie-Laure BOITEUX

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • <u>Pas de véritables zones d'activités commerciales sur le territoire, ou de plan de cohérence général pour les commerces (faiblesse que le groupe souhaite mettre en atout)</u> • <u>Le succès du marché de la Sardagne à Cluses (très forte fréquentation)</u> • <u>L'implantation de « chaînes » (ex : enseignes de vêtement) est bénéfique au développement du commerce locale – petits commerces</u> • <u>Des petits commerçants motivés, dynamiques qui offrent du service et des prestations que n'offre pas la grande distribution (livreur de pizza à domicile, carte Cluses La Commerçante...)</u> • <u>Un territoire qui bénéficie d'une situation très favorable, accessible grâce à des infrastructures routières et ferroviaires bien développées : un atout pour le tourisme, mais aussi l'implantation d'entreprises</u> • <u>Le cinéma des Allobroges offre des séances moins chères qu'à Sallanches et permet d'éviter des déplacements</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Le territoire compte le principal hypermarché, très attractif sur tout l'Est du département (atout que le groupe souhaite mettre en faiblesse)</u> • <u>Une forte évasion commerciale des dépenses dans les secteurs non alimentaires vers Annecy, Annemasse, voire Sallanches</u> • <u>Manque d'aide des communes à l'implantation de petits commerces (alors que les locaux restent vides)</u> • <u>Manque de lien entre les deux pôles commerciaux à Cluses : centre-ville et la Sardagne</u> • <u>Faible fréquentation du marché de Cluses</u> • <u>Faiblesse du réseau de transports en commun avec les communes voisines</u> • <u>La gouvernance des acteurs économiques n'est pas optimisée : les partenaires ne coordonnent pas toujours assez leurs actions</u> • <u>Le nombre de personnes qualifiées avec un diplôme technique en baisse, et une augmentation des personnes sans aucune qualification</u> • <u>Le taux de chômage dépasse la moyenne française au 1er trimestre 2009 ce qui n'est jamais arrivé auparavant</u> • <u>Pas de « vrai » cinéma à Cluses</u>
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • <u>Les évolutions prévisibles des besoins socio-économiques, liés aux retraités, aux touristes et aux frontaliers notamment, associé aux besoins locaux, permettent de prévoir le développement des secteurs liés à l'économie résidentielle : commerces, services aux particuliers, santé, transports,...</u> • <u>Le projet d'un petit supermarché en centre-ville de Cluses peut jouer un rôle « d'aspirateur » et générer l'achat en centre-ville chez les commerçants</u> • <u>Un rôle d'une intercommunalité plus fort pour le développement cohérent du commerce et des transports</u> 	



ECHANGES, QUESTIONS, COMMENTAIRES

Le groupe se pose la question de l'atout lié à la présence d'un hypermarché. Est-ce réellement un atout au regard du développement durable ? De plus l'hypermarché Carrefour de Cluses n'est pas fréquenté par tous les habitants puisque certains préfèrent aller à Sallanches pour des raisons de sécurité, de prix, d'accueil ou d'organisation.

Le fait de ne pas avoir de centre-commercial, qui avait été identifié comme une faiblesse, peut aussi être considéré comme un atout selon le groupe. En effet, ils sont souvent situés en périphérie et engendrent des transports et nuisent au commerce de proximité.

Le marché du centre de Cluses est considéré comme une faiblesse car il est peu fréquenté et mal situé (on ne le voit pas), contrairement à avant où il était en centre-ville et était attractif, même pour les communes environnantes.

Le groupe a soulevé le problème de scission entre le centre-ville de Cluses et la Sardagne, il manque de liens et d'échanges entre ces deux pôles, il semble qu'il y ait deux villes. Les gens ne passent pas d'un côté à l'autre, il manque une navette rapide entre les deux.

Le groupe a aussi déploré les locaux commerciaux qui restent vides, en particulier un local de la grande rue dont la devanture est peu attrayante.

DES IDEES D'ACTION ONT ETE EXPRIMEES :

Le groupe a proposé le développement de micro-entreprises d'aide à la personne.



Groupe Tourisme (tourisme blanc, vert et sportif, culturel...)

Participants : Joseph VILOUX, Anne PELLIER, Michel FARDOUIN, Chantal GAYDON, Georges HALVICK

Rapporteur : Anne PELLIER

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none">• Un espace forestier multi-activités à usage de production mais aussi de loisirs (<u>pistes de VTT bien utilisées</u>)• Un territoire aux portes des grands domaines de montagne• Une valorisation du potentiel touristique des communes balcons à travers les « Villages du Faucigny »• Un office du tourisme bien structuré à Cluses• Un tourisme « blanc » dynamique dans toutes les communes montagnardes du territoire• Une belle offre d'activités sportives et de pleine nature, et un patrimoine à mettre en valeur• Un territoire qui bénéficie d'une situation très favorable, accessible grâce à des infrastructures routières et ferroviaires bien développées : un atout pour le tourisme, mais aussi l'implantation d'entreprises• <u>Des sorties, organisées par le CAF de Cluses, avec des personnes handicapées (« Tourisme et handicap ») à valoriser</u>	<ul style="list-style-type: none">• Des communes de fond de vallée assez mal équipées en lits touristiques• Les activités de sports d'hiver des communes balcons fortement concurrencées par l'offre locale : <u>l'exploitation des stations de moyenne montagne n'est pas assez mise en valeur</u>• Des pratiques et des usages de l'espace rural qui ne cohabitent pas toujours bien ensemble• <u>Un manque de visibilité et de communication sur l'offre touristique et culturelle de proximité</u>• <u>Manque de lieux de qualité sur le territoire et manque de signalisation des lieux existants</u>• <u>Manque de structure d'accueil pour le personnel saisonnier</u>• <u>Une offre d'activités sportives et de pleine nature pas assez mise en valeur (associations, initiatives locales)</u>• La gouvernance des acteurs économiques n'est pas optimisée : les partenaires ne coordonnent pas toujours assez leurs actions• Le nombre de personnes qualifiées avec un diplôme technique en baisse, et une augmentation des personnes sans aucune qualification• Le taux de chômage dépasse la moyenne française au 1er trimestre 2009 ce qui n'est jamais arrivé auparavant
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none">• Un potentiel d'accueil touristique (hôtellerie accessible notamment), à renforcer dans les communes de la vallée <u>et un tourisme d'affaire qui pourrait se développer</u>• Des attentes fortes de qualité pour les activités touristiques liées aux sports d'hiver, mais aussi pour le tourisme vert, dont le potentiel reste à mieux valoriser• <u>La constitution de l'intercommunalité pourrait permettre de mutualiser des moyens pour les stations</u>• Une offre d'activités et de sites culturels qui peut attirer de nouveaux visiteurs, si valorisée	<ul style="list-style-type: none">• Des exploitations de sports d'hiver vieillissantes• <u>Le changement climatique</u>



ECHANGES, QUESTIONS, COMMENTAIRES

Pour les stations de moyenne montagne, le groupe se demande quelles pourraient être les activités hors neige, qui leur permettraient de se diversifier.

Beaucoup d'anglais habitent dans la vallée et attirent des compatriotes et travaillent en réseau. Faut-il s'inspirer de leur fonctionnement ?

DES IDEES D' ACTIONS ONT ETE EXPRIMEES :

- Créer des opportunités culturelles et sportives pour utiliser les lieux de conférence, développer les échanges, ... préparer le terrain au développement du tourisme.
- Des projets plus innovants, plus originaux, pourraient être développés pour soutenir et diversifier l'activité touristique (ex: bio, développement durable, etc....),
- Le groupe regrette qu'il n'y ait pas davantage de lieux de qualité pour l'accueil touristique (gîte panda par exemple) en lien avec la thématique rurale, de l'agriculture biologique... Il faudrait mieux mettre en avant ceux qui existent et en créer des nouveaux. Un repérage par des labels de qualité permettrait une meilleure lisibilité.
- Le groupe propose de faire évoluer l'architecture des maisons, des bâtiments en fonction des normes environnementales, surtout en station.



Groupe Industrie, artisanat (activité industrielle, sous-traitance...)

Participants : Hervé BARTHES, Jean-Charles PEDRO, Anne VUARCHEX, Guillaume CORCOBA, Pierre OLHABERRY

Rapporteur : Hervé BARTHES

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none">• Une industrie prépondérante, pourvoyeuse d'activités au niveau local• <u>Une complémentarité des industries autour du décolletage: outilleurs, électriciens, ...</u>• Un secteur industriel qui a su évoluer avec la demande extérieure au fil du temps (<u>le pôle de compétitivité y participe sans doute</u>)• Les plus grosses entreprises de la vallée de l'Arve se situent majoritairement sur le territoire• <u>Les fonds de pension ne sont plus « dans la vallée », les entrepreneurs « reprennent » le contrôle</u>• Un territoire qui bénéficie d'une situation très favorable, accessible grâce à des infrastructures routières et ferroviaires bien développées : un atout pour le tourisme, mais aussi l'implantation d'entreprises	<ul style="list-style-type: none">• Le secteur de l'industrie et surtout de la sous-traitance touchés de plein fouet par la récession économique• <u>Manque d'une pépinière d'entreprise dans la vallée pour permettre une diversification</u>• <u>La délocalisation des industries vers l'Europe de l'est et la Chine (des productions reviennent de Chine)</u>• L'artisanat, ici fortement lié au décolletage, est très sensible à la récession économique• La gouvernance des acteurs économiques n'est pas optimisée : les partenaires ne coordonnent pas toujours assez leurs actions• Le nombre de personnes qualifiées avec un diplôme technique en baisse, et une augmentation des personnes sans aucune qualification• Le taux de chômage dépasse la moyenne française au 1er trimestre 2009 ce qui n'est jamais arrivé auparavant
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none">• Des mutations structurelles et conjoncturelles qui demandent une adaptation des systèmes de production• <u>La sortie des fonds de pension pourrait permettre de renverser le pouvoir décisionnel vers des groupes industriels locaux</u>	<ul style="list-style-type: none">• Le secteur industriel malgré son poids et ses performances, est très dépendant de la conjoncture économique globale et de la santé financière et économique des donneurs d'ordres• Le travail en intérim, très développé sur le territoire, menacé par la récession et sans certitude pour la suite• <u>Faible attrait des métiers techniques</u>

ECHANGES, QUESTIONS, COMMENTAIRES

Le groupe pose la question du maintien de la complémentarité des industries (outilleurs, décolletage...) dans le contexte de crise actuel.

Le groupe se demande si le pôle de compétitivité va permettre de créer une pépinière d'entreprise et également permettre de coordonner les acteurs économiques, industriels, d'améliorer la gouvernance ? Il se demande si la concurrence apporte toujours une richesse ?

La question de savoir si les élus vont s'entendre mieux pour l'intérêt général a été posée, en lien avec la faiblesse de la gouvernance.



Le groupe remet en doute l'atout lié notamment aux infrastructures ferroviaires, il se demande si une main d'œuvre serait disponible pour le développement du fret, face à la situation catastrophique du transport ferré aujourd'hui, et l'absence de fret.

Les technologies actuelles nécessitent d'avoir une certaine formation de départ, le groupe explique que le nombre de classe a diminué en LEP et BEP (passage de 3 groupes de 12 à un groupe de 9) avec une tendance à passer au bac professionnel, et fermeture de la section décolletage du CFAI. Avant, l'industrie permettait de se former, mais aujourd'hui il faut de plus en plus de compétences. Est ce que les entreprises vont pouvoir encore embaucher des personnes sans diplôme ?

Le groupe se demande si la sortie des fonds de pensions pourrait être une opportunité pour aider la capacité de rebond des acteurs de la vallée ?



DEBAT

Un participant lance le débat à propos du tourisme, en demandant de préciser pourquoi le groupe a pointé une insuffisance sur les activités des communes balcons, et si cela est vrai aussi pour les « villages du Faucigny ». La « porte-parole » du groupe a précisé que l'offre des stations familiales de moyenne montagne existe effectivement mais n'est pas assez bien valorisée, notamment en dehors du territoire.

Concernant le sujet de la formation, un participant fait remarquer que l'augmentation des « sans diplômes » n'est pas forcément liée à l'augmentation des retraités, mais à la population en général. C'est une faiblesse sur laquelle il faudrait travailler.

Un autre participant explique que si l'intérêt général était placé en avant, beaucoup de choses iraient mieux. Beaucoup de projets sont bloqués par les intérêts des particuliers, des communes, etc.

Il illustre son propos en évoquant qu'en 1992, une étude économique avait montré que si l'industrie du décolletage restait à plus de 50% orientée vers l'automobile, cela pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Or l'industrie a continué dans ce sens et le secteur automobile représente aujourd'hui 60% des débouchés. « La gouvernance politique est attaquée quand tout va mal, mais quand tout va bien, les industriels font ce qu'ils veulent ». Autre exemple : tout le monde est d'accord pour préserver du foncier pour garder une activité agricole de proximité et de terroir, mais chacun veut « bien vendre » son terrain.

Il conclue en invoquant les bienfaits du travail en commun, pour l'intérêt commun. Pourquoi « le politique » ne progresse-t-il pas dans ce sens ? C'est bien parce qu'il y a des intérêts particuliers individuels... Cependant l'intercommunalité avance réellement et devrait aider à aller dans ce sens.

Pour un participant, il faudrait que les décisions viennent de plus haut pour qu'elles aient un effet. Une autre personne explique que ce débat a déjà eu lieu dans le cadre du Conseil Local de Développement du CDRA (contrat de développement Rhône-Alpes) et souhaite maintenant un passage à l'action des collectivités locales.

Cécile Drouillet, chargée de mission Agenda 21, explique qu'un rapprochement avec le CDRA sera assuré, avec l'objectif qu'en 2010, les instances de concertation soient rapprochées, ainsi que les plans d'action. Ainsi certaines actions de l'Agenda 21 pourraient s'inscrire dans le CDRA et être financées par la Région.



ANNEXE 3 : EXPRESSION DES PARTICIPANTS SUR LES CHANGEMENTS SOUHAITES SUR LE TERRITOIRE

Commerces

- Que les locaux vides ne soient plus vides mais pleins de commerces prospères et diversifiés
- Un marché en centre-ville installé sur la place Charles De Gaulle ou place des Allobroges → plus attractif
- Développement des marchés
- Une activité commerciale de et sur l'ensemble des communes
- Plus de petits commerces de proximité
- Augmentation des commerces de proximité avec production locale
- Développement de petits commerces, micro-entreprises

Tourisme

- Mettre en valeur nos randonnées par une meilleure signalisation
- Coordonner un tourisme de proximité avec découverte des milieux de moyenne montagne
- Etudier la possibilité de développer : tourisme et handicap et tourisme d'affaire sur le territoire

Agriculture

- Maintenir l'agriculture
- Agriculture de proximité (bio - raisonnée ?)
- Rendre disponible du foncier pour développer l'agriculture maraîchère
- Création d'AMAP sur le territoire

Transports

- Plus de ferroviaire pour l'industrie
- Développement des liaisons ferroviaires
- Développer rapidement le transport inter-villes
- Développement d'un réseau de transport intercommunal efficace et intelligent
- Plus de communication entre communes avec des minis bus qui permettraient les rencontres (marchés, aides à la personne...)
- Un remonte-pente sur le plateau d'Agly éviterait de nombreuses voitures sur la montée vers Agy

Des souhaits plus généraux... ou liés à d'autres thèmes

- Réfléchir logiquement et non uniquement en mettant en avant la rentabilité
- Défendre l'intérêt général
- Apprendre l'intérêt collectif
- Ouverture des esprits et des territoires grâce aux moyens de l'intercommunalité
- Voir des lieux d'animation et d'échanges se créer sur Cluses
- Cluses, c'est plusieurs villes, il manque des ponts
- Meilleure prise en compte de la ruralité dans la vallée
- Diversification économique
- Que s'installent des activités économiques diversifiées
- Information sur le matériel et les moyens de mesure des pics de pollution



ANNEXE 4 : ÉVALUATION DE L'ATELIER

L'évaluation est issue du dépouillement de 17 questionnaires.

❖ Impression générale sur l'Atelier :

NIVEAU DE SATISFACTION	NOMBRE DE REPONSES
😊😊 Excellente	6
😊 Bonne	8
😐 Moyenne	2
😞 Insatisfaisante	1
😞😞 Mauvaise	0
Total	17

❖ Appréciation du contenu et de l'organisation :

	RAPPELS SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE	PRESENTATION DU PRE-DIAGNOSTIC	TRAVAUX DE GROUPE SUR LE DIAGNOSTIC	ACCUEIL ET ORGANISATION DE LA RENCONTRE
Très bon	6	7	5	9
Bon	6	6	8	5
Suffisant	2	3	4	2
Mauvais	0	0	0	0
Total	14	16	17	16

❖ Satisfaction sur les messages clés restitués :

	NOMBRE DE REPONSES
Oui	11
Non	2
Total	13

Commentaires sur les messages clés

Positifs :

Oui, pas d'opinion sur certains domaines

Ils sont diversifiés

Le rapporteur a été fidèle au débat

Plutôt négatifs :

Manque de temps de réflexion

Trop superficiel



- ❖ Participation au prochain Atelier du 12 novembre sur le thème « Construire un cadre de vie agréable, où habiter et se déplacer facilement » :

	NOMBRE DE REPONSES
Oui	14
Non	2
Ne sait pas	1
Total	17

- ❖ Participation aux Ateliers sur des propositions d'actions pour l'Agenda 21 :

	NOMBRE DE REPONSES
Oui	14
Non	1
Total	15

- ❖ Remarques complémentaires sur l'atelier :

Remarques générales

Horaire difficile à tenir pour les commerçants (pas présent aux rappels sur le développement durable et à la présentation du pré-diagnostic)

Participation

Très bonne ambiance et participation des personnes présentes

Malheureusement, trop peu de participants

Contenu et déroulé de l'Atelier

Je trouve que le fonctionnement avec ce tableau est un peu « bloquant »

Manque de chauffage dans la salle

Bonne organisation

Travaux de groupe

Je ne suis pas sûr que l'on puisse faire des plans d'action sur des petits ateliers d'une demi heure

Echanges intéressants



ANNEXE 5 : LISTE DES PARTICIPANTS

Il y a eu 24 personnes présentes, 18 se sont inscrites sur la feuille d'émargement.

- | | | |
|----------------------------|---------------------|-----------------------------|
| 1. BARTHES Hervé | 7. FARAMOND Valérie | 13. MIFSUD-GUERIN
Joëlle |
| 2. BAUMONT Jean-
Pierre | 8. FARDOUIN Michel | 14. NOËL Gérard |
| 3. BLANC Bernard | 9. GAY Chantal | 15. OLHABERRY Pierre |
| 4. BRIZION Jean-Claude | 10. GRANGE G | 16. PEDRO Jean-Charles |
| 5. CARREIRA Amalia | 11. HALVICK Georges | 17. SOIGNEUX Michèle |
| 6. CORCOBA Guillaume | 12. MACHADO Martine | 18. VILOUX Joseph |